

No. 42117

**Federal Republic of Germany
and
Mauritania**

**Agreement concerning technical cooperation between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Islamic Republic of Mauritania.
Bonn, 2 October 1967**

Entry into force: *2 October 1967 by signature, in accordance with article 9*

Authentic texts: *French and German*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *Germany, 1 December 2005*

**République fédérale d'Allemagne
et
Mauritanie**

**Accord de coopération technique entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République islamique de Mauritanie.
Bonn, 2 octobre 1967**

Entrée en vigueur : *2 octobre 1967 par signature, conformément à l'article 9*

Textes authentiques : *français et allemand*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *Allemagne, 1er décembre 2005*

[FRENCH TEXT — TEXTE FRANÇAIS]

ACCORD DE COOPÉRATION TECHNIQUE ENTRE LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'ALLEMAGNE ET LE GOUVERNEMENT
DE LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie,

Sur la base des relations amicales existant entre les deux pays et leurs peuples,

Désireux d'approfondir ces relations,

Considérant leur intérêt commun à l'encouragement du développement technique et économique de leurs pays et

Reconnaissant les avantages qui résulteront pour les deux pays d'une coopération technique plus étroite -

Sont convenus de ce qui suit :

Article 1er

(1) Les Parties contractantes s'efforceront de coopérer et de s'entraider dans les questions techniques.

(2) Sur la base du présent Accord, les Parties contractantes pourront conclure des arrangements relatifs à certains projets de coopération technique.

Article 2

Les arrangements mentionnés au paragraphe 2 de l'article 1er ci-dessus peuvent prévoir que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne

1. Créera des écoles, ateliers d'apprentissage, centres de formation et entreprises modèles en Mauritanie, enverra des enseignants et spécialistes allemande et fournira des objets d'équipement;

2. Confiera à des experts le soin d'entreprendre de3 études sur certains projets;

3. Enverra des experts en Mauritanie chargés d'y accomplir des missions spéciales et leur fournira leur équipement professionnel;

4. Mettra des conseillers à la disposition du Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie.

Article 3

En vertu d'arrangements conclus conformément au paragraphe 2 de l'article 1er ci-dessus, le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne s'efforcera :

1. De procurer à des étudiants mauritaniens des bourses auprès d'établissements d'enseignement technique allemands;

2. De former des stagiaires mauritaniens dans des écoles spécialisées et des entreprises allemandes;

3. De former des enseignants et des spécialistes mauritaniens dans la République fédérale d'Allemagne ou d'y assurer leur perfectionnement.

Article 4

Le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie

1. Fournira pour les projets à exécuter en Mauritanie les terrains et immeubles nécessaires et équipera ces derniers dans la mesure où l'équipement n'est pas fourni par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne;

2. Assumera les frais de location et d'entretien d'habitations meublées appropriées destinées aux spécialistes allemands et à leurs familles ou mettra de telles habitations à leur disposition;

3. Exemptera les objets fournis pour les différents projets par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne de toutes taxes de port, d'importation ou d'exportation et autres charges fiscales;

4. Supportera les frais de déchargement ainsi que le frais de transport et d'assurance des objets visés au paragraphe 3 précédent du port de débarquement au lieu de destination;

5. Assumera les frais de fonctionnement et d'entretien afférents aux projets;

6. Assumera les frais des voyages de service effectués par les spécialistes allemands en Mauritanie ou leur versera, outre les frais de voyage et de transport des bagages, l'indemnité journalière prévue par la réglementation mauritanienne;

7. Fournira le personnel spécialisé et auxiliaire mauritanien nécessaire dans chaque cas;

8. Veillera à ce que les spécialistes allemands soient remplacés, dans un délai convenable, par des spécialistes mauritaniens appropriés. Dans la mesure où ces spécialistes seront formés dans la République fédérale d'Allemagne, il désignera à temps et en nombre suffisant des candidats destinés à être formés. Il ne désignera que des candidats qui se seront engagés envers lui à exercer pendant au moins cinq ans après leur retour leur activité dans le cadre en question.

Article 5

Le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie

1. Accordera à tout moment et sans perception de taxes aux spécialistes allemands, aux membres de leurs familles et autres personnes appartenant à leurs ménages, l'entrée et la sortie ainsi que les autorisations de travail et de séjour nécessaires;

2. Versera à l'Ambassade de la République fédérale d'Allemagne en Mauritanie, à titre de contribution, une somme forfaitaire de trente mille Francs CFA par mois et par personne, en faveur des spécialistes allemands visés par le présent Accord.

3. Autorisera les spécialistes allemands, les membres de leurs familles et les autres personnes appartenant à leurs ménages à importer en franchise et sans caution, pour la durée de leur séjour, les objets destinés à leur usage personnel, parmi lesquels peuvent également figurer, par ménage, un véhicule automobile, un réfrigérateur et un deep-freezer ménager, un poste de T.S.F., un tourne-disques, un magnétophone et un appareil de télévision, des appareils électriques d'usage courant ainsi que, par personne, une installation de climatisation et un équipement photographique et cinématographique;

4. Délivrera aux spécialistes allemands une pièce officielle leur garantissant dans l'exécution de leurs tâches l'appui des services nationaux compétents.

Article 6

(1) Lorsqu'un spécialiste allemand est poursuivi en Mauritanie par un tiers pour faute de service, la République Islamique de Mauritanie doit le couvrir des condamnations civiles prononcées contre lui. Toutefois, si la faute de service est entachée d'une faute personnelle détachable de la nature de sa mission, le spécialiste allemand supporte les conséquences dommageables de cette dernière.

(2) La République Islamique de Mauritanie est tenue de protéger les spécialistes allemands, mis à sa disposition, contre les menaces et attaques de quelque nature que ce soit, dont ils peuvent être l'objet à l'occasion de leur mission, et de réparer le cas échéant le préjudice qui en est résulté.

Article 7

Les dispositions du présent Accord s'appliqueront également aux spécialistes allemands qui, lors de son entrée en vigueur, exercent déjà, dans le cadre de la coopération technique entre le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne et le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie, une activité en Mauritanie.

Article 8

Le présent Accord s'appliquera également au Land de Berlin, sauf déclaration contraire faite par le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne ou Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie dans les trois mois qui suivront l'entrée en vigueur du présent Accord.

Article 9

(1) Le présent Accord entrera en vigueur à la date de sa signature et sera valable pendant une période de cinq ans.

(2) Le présent Accord sera prolongé tacitement d'année, à moins qu'il ne soit dénoncé par écrit par l'une des deux Parties contractantes trois mois avant la fin de la période respective.

(3) Après l'expiration du présent Accord, ses dispositions continueront à être applicable aux projets de coopération technique déjà commencés, jusqu'à leur achèvement.

Fait à Bonn, le 2 octobre 1967 en quatre exemplaires, dont deux en langue allemande et deux en langue française, chacun des quatre textes faisant également foi.

Pour le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne :

Pour le Gouvernement de la République Islamique de Mauritanie :

[GERMAN TEXT — TEXTE ALLEMAND]

A b k o m m e n

zwischen

der Regierung der Bundesrepublik Deutschland

und

der Regierung der Islamischen Republik Mauretanien

über

Technische Zusammenarbeit

Die Regierung der Bundesrepublik Deutschland
und
die Regierung der Islamischen Republik Mauretanien

auf der Grundlage der zwischen beiden Staaten und ihren Völkern bestehenden freundschaftlichen Beziehungen, in dem Wunsche, diese Beziehungen zu vertiefen, in Anbetracht ihres gemeinsamen Interesses an der Förderung der technischen und wirtschaftlichen Entwicklung ihrer Staaten und in Erkenntnis der Vorteile, die aus einer engeren, technischen Zusammenarbeit für beide Staaten erwachsen, sind wie folgt übereingekommen:

Artikel 1

- (1) Die Vertragsparteien werden sich bemühen, in technischen Fragen zusammenzuarbeiten und sich gegenseitig zu unterstützen.
- (2) Die Vertragsparteien können auf der Grundlage dieses Abkommens Übereinkünfte über einzelne Vorhaben der technischen Zusammenarbeit schließen.

Artikel 2

Die Übereinkünfte nach Artikel 1 Absatz 2 können vorsehen, daß die Regierung der Bundesrepublik Deutschland

1. Schulen, Lehrwerkstätten, Ausbildungsstätten und Musterbetriebe in Mauretanien errichtet, deutsche Lehrer und Fachkräfte entsendet und Ausrüstungsgegenstände bereitstellt.
2. Gutachter mit Studien für einzelne Vorhaben betraut;
3. Sachverständige für besondere Aufgaben nach Mauretanien entsendet und ihnen ihre Berufsausrüstung stellt,

4. der Regierung der Islamischen Republik Mauretanien Berater zur Verfügung stellt.

Artikel 3

Auf Grund von Übereinkünften nach Artikel 1 Absatz 2 wird sich die Regierung der Bundesrepublik Deutschland bemühen,

1. mauretanischen Studenten Stipendien für deutsche technische Lehranstalten zu vermitteln;
2. mauretanische Praktikanten an deutschen Fachschulen und in deutschen Betrieben auszubilden;
3. mauretanische Lehrer und Fachkräfte in der Bundesrepublik Deutschland auszubilden oder fortzubilden.

Artikel 4

Die Regierung der Islamischen Republik Mauretanien

1. stellt für die Vorhaben in Mauretanien die erforderlichen Grundstücke und Gebäude zur Verfügung und richtet diese ein, soweit nicht die Regierung der Bundesrepublik Deutschland die Einrichtung liefert;
2. trägt die Kosten der Miete und Instandhaltung angemessener möblierter Wohnungen für die deutschen Fachkräfte und ihre Familien oder stellt solche Wohnungen zur Verfügung;
3. befreit die von der Regierung der Bundesrepublik Deutschland für die Vorhaben gelieferten Gegenstände von Hafengebühren, Ein- und Ausfuhrabgaben und sonstigen öffentlichen Abgaben;
4. übernimmt die Entladekosten sowie die Kosten des Transportes und der Versicherung der in Absatz 3 bezeichneten Gegenstände vom Entladehafen bis zum Bestimmungsort;

5. trägt die Betriebs- und Instandhaltungskosten für die Vorhaben;
6. trägt die Kosten für Dienstreisen der deutschen Fachkräfte in Mauretanien oder zahlt ihnen neben den Fahrt- und Gepäckkosten das in den mauretanischen Vorschriften vorgesehene Tagegeld;
7. stellt das jeweils erforderliche mauretanische Fach- und Hilfspersonal zur Verfügung;
8. sorgt dafür, daß die deutschen Fachkräfte nach angemessener Zeit durch geeignete mauretanische Fachkräfte ersetzt werden. Soweit diese Fachkräfte in der Bundesrepublik Deutschland ausgebildet werden, benennt sie rechtzeitig genügend Bewerber für diese Ausbildung. Sie benennt nur solche Bewerber, die sich ihr gegenüber verpflichtet haben, nach ihrer Rückkehr für mindestens fünf Jahre an dem jeweiligen Vorhaben zu arbeiten.

Artikel 5

Die Regierung der Islamischen Republik Mauretanien

1. gewährt den deutschen Fachkräften, ihren Familienangehörigen und sonstigen zum Hausstand gehörigen Personen jederzeit abgabefrei die Ein- und Ausreise und die notwendigen Arbeits- und Aufenthaltsgenehmigungen.
2. zahlt für die deutschen Fachkräfte an die Botschaft der Bundesrepublik Deutschland in Mauretanien monatlich einen pauschalen Zuschuß in Höhe von dreissigtausend CFA-Franken pro Person.
3. gestattet den deutschen Fachkräften, ihren Familienangehörigen und sonstigen zum Hausstand gehörigen Personen für die Dauer ihres Aufenthalts die abgaben- und kautionsfreie Einfuhr der zu ihrem eigenen Gebrauch bestimmten Gegenstände; dazu gehören auch je Haushalt ein Kraftfahrzeug, ein Kühlschrank und eine Tiefkühltruhe, ein Rundfunkgerät, ein Plattenspielergerät, ein Tonbandgerät, ein Fernsehgerät, kleinere Elektrogeräte sowie je Person ein Klimagerät und eine Foto- und Kinoausrüstung;

4. stellt den deutschen Fachkräften einen amtlichen Ausweis aus, in dem ihnen die Unterstützung der zuständigen staatlichen Dienststellen für die Erfüllung ihrer Aufgaben zugesagt wird.

Artikel 6

(1) Wird eine deutsche Fachkraft in Mauretanien von einem Dritten wegen einer dienstlichen Verfehlung verfolgt, so hat die Islamische Republik Mauretanien die Fachkraft in bezug auf die gegen sie ergangenen zivilrechtlichen Urteile zu decken. Steht die dienstliche Verfehlung jedoch in Verbindung mit einer von der Art der Aufgabe der deutschen Fachkraft unabhängigen persönlichen Verfehlung, so haftet die Fachkraft für die aus der letzteren entstandenen Schäden.

(2) Die Islamische Republik Mauretanien ist gehalten, die ihr zur Verfügung gestellten deutschen Fachkräfte gegen etwaige Drohungen und Angriffe aller Art, denen sie im Zusammenhang mit ihrer Aufgabe ausgesetzt sind, zu schützen und gegebenenfalls den daraus entstandenen Schaden wieder-gutzumachen.

Artikel 7

Dieses Abkommen wird auch auf die deutschen Fachkräfte angewendet, die bei seinem Inkrafttreten bereits im Rahmen der technischen Zusammenarbeit zwischen der Regierung der Bundesrepublik Deutschland und der Regierung der Islamischen Republik Mauretanien tätig sind.

Artikel 8

Dieses Abkommen gilt auch für das Land Berlin, sofern nicht die Regierung der Bundesrepublik Deutschland gegenüber der Regierung der Islamischen Republik Mauretanien innerhalb von drei Monaten nach seinem Inkrafttreten eine gegenseitige Erklärung abgibt.

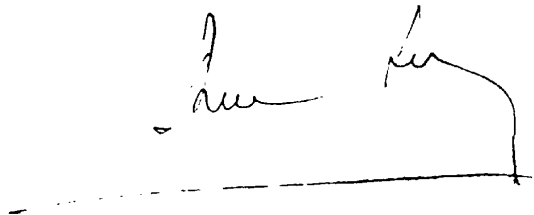
Artikel 9

- (1) Dieses Abkommen tritt am Tage seiner Unterzeichnung in Kraft und gilt für einen Zeitraum von fünf Jahren.
- (2) Das Abkommen verlängert sich stillschweigend jeweils um ein Jahr, es sei denn, eine der beiden Vertragsparteien kündigt es drei Monate vor seinem Ablauf schriftlich.
- (3) Auch nach Ablauf dieses Abkommens gelten seine Bestimmungen für die bereits begonnenen Vorhaben der technischen Zusammenarbeit bis zu ihrem Abschluß weiter.

GESCHEHEN zu Bonn am 2. Oktober 1967
in vier Urschriften, je zwei in deutscher und in französischer Sprache, wobei jeder Wortlaut gleichermaßen verbindlich ist.

Für die
Regierung der
Bundesrepublik Deutschland

Für die
Regierung der
Islamischen Republik Mauretanien



[TRANSLATION - TRADUCTION]

AGREEMENT CONCERNING TECHNICAL COOPERATION BETWEEN
THE GOVERNMENT OF THE FEDERAL REPUBLIC OF GERMANY
AND THE GOVERNMENT OF THE ISLAMIC REPUBLIC OF
MAURITANIA

The Government of the Federal Republic of Germany
and

the Government of the Islamic Republic of Mauritania,

On the basis of the friendly relations existing between the two States and their peoples,
Desiring to intensify those relations,

Considering their common interest in promoting the technical and economic develop-
ment of their States, and

Recognizing the benefits to be derived by both States from closer technical
cooperation,

Have agreed as follows:

Article 1

1. The Contracting Parties shall endeavour to cooperate with and assist each other on
technical matters.

2. On the basis of this Agreement, the Contracting Parties may conclude arrange-
ments regarding certain technical cooperation projects.

Article 2

The arrangements referred to in article 1, paragraph 2, above may provide that the
Government of the Federal Republic of Germany shall:

(1) Establish schools, teaching workshops, training centres and model institutions in
Mauritania, provide German teachers and specialists, and supply items of equipment;

(2) Instruct experts to draw up studies on certain projects;

(3) Send experts to Mauritania with the task of carrying out special missions, and
provide them with their technical equipment;

(4) Place advisers at the disposal of the Government of the Islamic Republic of
Mauritania.

Article 3

In line with the arrangements concluded in accordance with article 1, paragraph 2,
above, the Government of the Federal Republic of Germany shall endeavour:

- (1) To provide Mauritanian students with scholarships at German establishments of technical education;
- (2) To train Mauritanian trainees in German specialized schools and companies;
- (3) To train Mauritanian teachers and specialists in the Federal Republic of Germany and provide them with further training there.

Article 4

The Government of the Islamic Republic of Mauritania shall:

- (1) Provide the land and buildings required for the projects to be implemented in Mauritania, and equip the buildings insofar as the Government of the Federal Republic of Germany does not supply such equipment;
- (2) Take on the costs of rental and maintenance of appropriate furnished accommodation for the German specialists and their families, or place such accommodation at their disposal;
- (3) Exempt the articles provided by the Government of the Federal Republic of Germany for the various projects from all port dues, import and export duties and any other public charges;
- (4) Bear the cost of unloading, transport and insurance for the items referred to in paragraph 3 above, from the port of unloading to their destination;
- (5) Bear the cost of operation and maintenance of the projects;
- (6) Bear the cost of official travel by German specialists within Mauritania or pay them the per diem allowance provided for under Mauritanian regulations, in addition to bearing their travel and baggage transport costs;
- (7) Provide the Mauritanian specialized and auxiliary staff required in each case;
- (8) Ensure that, after an appropriate period of time, the German specialists are replaced by suitable Mauritanian specialists. Where the latter are to receive training in the Federal Republic of Germany, it shall nominate in good time a sufficient number of candidates for such training. It shall nominate only such candidates as have given an undertaking that they will serve on the relevant project for at least five years upon their return.

Article 5

The Government of the Islamic Republic of Mauritania shall:

- (1) Afford the German specialists, the members of their families and other persons belonging to their households, freedom of entry and departure at any time and without payment of dues, as well as the requisite work and residence permits, and exempt them from registration as foreigners;
- (2) Pay to the embassy of the Federal Republic of Germany in Mauritania, as a contribution, a fixed sum of thirty thousand CFA francs per person per month, for the benefit of the German specialists referred to under this Agreement;

(3) Authorize the German specialists, the members of their families and other persons belonging to their households, to import, with exemption from or suspension of customs duties and taxes and without providing security, for the duration of their stay, articles intended for their personal use, which may also include, for each household, one motor vehicle, one refrigerator and one domestic deep freezer, one radio, one record player, one tape recorder, one television set and common electrical appliances, and, for each individual, one air conditioner and one set of photographic and cinematographic equipment.

(4) Provide the German specialists with an official identification document to ensure that the national authorities will assist them in the performance of their tasks.

Article 6

1. If a German specialist in Mauritania should be the subject of legal proceedings brought by a third party for administrative error, the Islamic Republic of Mauritania shall exempt him from any civil judgement pronounced against him. However, if the administrative error entails personal misconduct which is independent of the nature of his mission, then the German specialist shall bear the injurious consequences of such misconduct.

2. The Islamic Republic of Mauritania shall be responsible for protecting the German specialists provided to it against threats and attacks of any nature to which they may be subjected during their mission, and to repair any damage which may have resulted from such occurrences.

Article 7

The provisions of this Agreement shall likewise apply to German specialists who, at the time of its entry into force, are already working in Mauritania within the framework of technical cooperation between the Government of the Federal Republic of Germany and the Government of the Islamic Republic of Mauritania.

Article 8

This Agreement shall also apply to Land Berlin, provided that the Government of the Federal Republic of Germany does not make a contrary declaration to the Government of the Islamic Republic of Mauritania within three months after its entry into force.

Article 9

1. This Agreement shall enter into force on the date of its signature and shall be valid for a period of five years.

2. This Agreement shall then be extended tacitly for successive periods of one year, unless it is denounced in writing by either Contracting Party three months prior to the expiry of any such period.

3. After this Agreement expires, technical cooperation projects already begun shall remain subject to its provisions until they are completed.

Done at Bonn on 2 October 1967, in quadruplicate, two copies each in the German and French languages, all four texts being equally authentic.

For the Government of the Federal Republic of Germany:

For the Government of the Islamic Republic of Mauritania:

